

Groupe des ÉluEs **Ecologie et Solidarité** de la Ville de Grenoble



# Bilan de mi-mandat 2011

Entrée en matières

Le bilan des courses

La politique dans  
tous ses états

Un stade mais  
PAS DE PISCINES

Et demain,  
on fait comment ?

Pourquoi ne pas  
marcher moins vite,  
mais plus longtemps !

## A quoi sert un(e) éluE écologiste à Grenoble ?

A quoi sert un(e) éluE local(e) ? La commune est le premier niveau d'intervention publique. Ses compétences sont très étendues. Tous les jours, notre vie croise l'action de la Ville... Les élus locaux définissent cette action, ils ont donc un rôle important.

Mais notre groupe ne participe pas à cette définition. En effet, en 2008, l'obstination de Mr Destot à s'allier avec des personnalités de droite et à vouloir la Rodecade Nord ont rendu toute collaboration impossible. Alors à quoi servent les éluEs de l'opposition écologiste à Grenoble ? Nous sommes un instrument de la démocratie, c'est déjà important. Nous imposons le débat à une majorité aphone dont le seul objet est de suivre, envers et contre tout, les orientations imposées par le Maire.

Même si l'accès à l'information nous est difficile, nous travaillons des contre-expertises et des propositions alternatives en lien avec les citoyens actifs et avec nos collègues écologistes éluEs dans d'autres collectivités.

Nous gardons l'objectif d'une nouvelle majorité pour faire de Grenoble une ville à taille humaine, une ville écologique et solidaire.

## Une Ville **conviale** ?

Payez, vous êtes filmés !	p. 3
Un stade vide, pas assez de piscines	p. 3
"Ouvrir la culture !" :	
Trois questions à Olivier Bertrand	p. 4

## Une Ville **soutenable** ?

Bien circuler et facilement, c'est pour quand ?	p. 5
Quintuple 0 pour la majorité sur les JO	p. 6
Politique économique :	
hors sujet, hors champ	p. 6
GIANT : un nom qui veut tout dire	p. 7
À subventions publiques, brevets publics	p. 7

## Une Ville **solidaire** ?

CCAS : 3 questions à Marina Girod de l'Ain	p. 8
LOGEMENT SOCIAL : 3 questions à Maryvonne Boileau	p. 9
Pour la Villeneuve, pas d'idées neuves	p. 9
Un PLU qui n'a pas plu.	p. 9
Chauffage urbain : les usagers sur le grill	p. 10
L'envolée des prix du chauffage	p. 10
"Indignez-vous !" et agissez	p. 10
IMPOTS LOCAUX : 3 questions à Hakim Sabri, Président de groupe	p. 11
Conclusion...	p. 12



photo : madeleine Roux

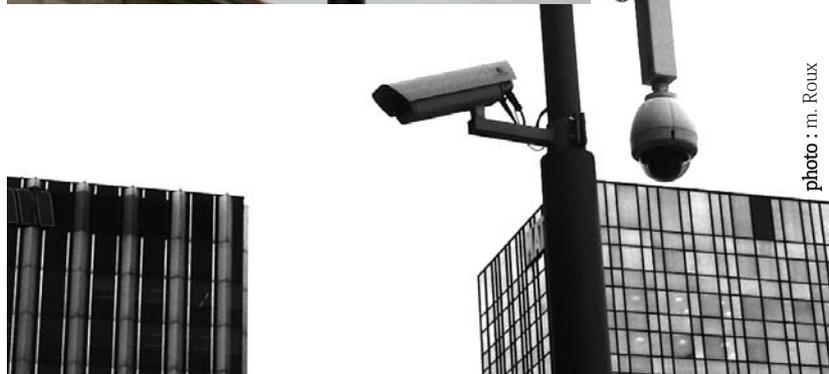
# Payez, vous êtes filmés !

Bien avant l'été 2010 et l'indigne "discours de Grenoble" de Mr Sarkozy, la majorité avait fait le choix d'un investissement massif dans la vidéosurveillance.

Les attentes des grenoblois en matière de tranquillité publique et de sécurité sont légitimes. Bien que nous déplorions l'absence de la police d'Etat, dont c'est le rôle, nous approuvons le **redéploiement de la police municipale** sur des horaires étendus. **Nous avons beaucoup travaillé à la charte nocturne** pour la réduction des nuisances sonores. Mais toutes les études menées en France vont dans le même sens : la vidéosurveillance, solution technologique et démagogique à des problèmes de sécurité est inefficace et son coût est exorbitant.

Ce choix s'est fait en dehors de toute consultation démocratique. **Notre groupe a revendiqué deux ans avant d'obtenir les documents** publics relatifs à ce développement, et encore étaient-ils incomplets. Il faut rappeler le manque de transparence de la majorité : pas de débat au conseil municipal, des réunions "publiques" en catimini, un "comité d'éthique" sans pouvoir. **Le groupe Ecologie et Solidarité a été le seul à voter contre** ces installations qui portent atteinte aux libertés publiques.

Et nous continuerons à défendre la présence humaine face à la déshumanisation technique.



Le mandat a démarré avec l'ouverture du Stade des Alpes. Nous nous étions battu contre ce stade mal placé, trop grand et trop cher (90 M€ d'investissement et 6 M€ de fonctionnement annuel). Formé d'une enceinte sportive construite par la Métro et d'un parking souterrain de la Ville, ces deux équipements ont depuis confirmé leur inadéquation aux besoins de notre ville. Après deux saisons en Ligue 1, le club est retombé rapidement en Ligue 2, puis cette année en 5<sup>e</sup> division au niveau amateur suite à sa liquidation. Ce stade va lourdement grever le budget de la Métro pour des dizaines d'années.

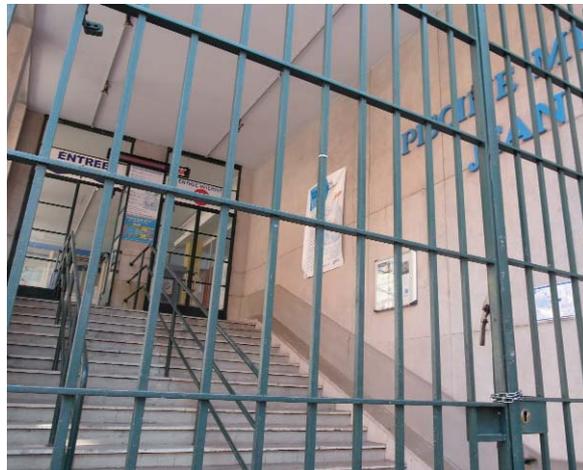


## Un stade vide, pas assez de piscines

Aujourd'hui, la majorité n'est pas gênée de dire que le stade sert "deux dimanches par mois"... **Nous continuons de demander la plus grande ouverture possible de cet équipement aux sportifs et aux scolaires de notre ville.**

Quant au parking surdimensionné, nous avons eu raison de dire qu'il ne répondait pas aux besoins : il est presque toujours vide et coûte cher à la collectivité.

Ces deux équipements servent de contre exemples. **Nous appuyons les projets d'équipements sportifs pour qu'ils puissent servir à toutes et tous. Nous interrogeons ainsi régulièrement les lenteurs du "plan piscine" et encourageons la définition d'une politique sportive à l'échelle de l'agglomération.** Peut être pourrait-on ainsi pallier l'absence de centre nautique moderne et ludique avec un bassin olympique à Grenoble. La Métro devrait garder l'exemple de la patinoire Pôle Sud ouverte au plus grand nombre pour redéfinir sa politique des grands équipements sportifs.



## “ Ouvrir la culture ! ” : Trois questions à Olivier Bertrand

### Ça bouge en ce moment chez les acteurs culturels...

Ca bouge surtout face aux baisses de subventions de l'Etat et du Conseil Général. Au niveau de la ville, les choses sont assez fixes, peut être trop. Il y a une véritable richesse culturelle dans notre ville. Nous constatons pourtant que **la municipalité mène une politique plutôt conservatrice en s'appuyant sur les mêmes** acteurs culturels depuis de nombreuses années, au risque d'entraver l'émergence de nouvelles expressions.

**Nous regrettons le retard pris sur la salle des musiques actuelles** à Bouchayer (quartier Berriat). Le projet est intéressant, et la sélection d'un délégataire bien en amont était une bonne idée. Mais aujourd'hui l'allongement des délais avant l'ouverture de cette salle (pas avant 2014) met le prestataire en situation délicate.

Nous constatons surtout que **le parent pauvre de la politique culturelle reste le soutien aux pratiques amateurs.**

### Mais les pratiques amateurs relèveraient plutôt des associations socioculturelles ?

Dans le mandat précédent, une tentative d'ouverture de la politique culturelle a été faite avec la création d'une délégation à la culture solidaire. Cette parenthèse est aujourd'hui refermée : tout le champ des pratiques amateurs ne relève plus de la culture mais du socioculturel et peine à se faire reconnaître. Cette distinction ne permet pas de mener une politique visant à favoriser l'accès à la culture, notamment à travers la pratique d'un instrument de musique, de la danse ou du théâtre. Pour "ouvrir" la politique culturelle de la ville et s'adresser à de nouveaux publics, il faudrait par exemple intégrer les MJC à la politique culturelle plutôt que de les considérer comme des maisons à vocation sociale ou occupationnelle.



photo : G. K

### Ça correspond à leur attente ?

Ce qui correspond à leur attente, c'est une reconnaissance plus forte de leur action et de leur spécificité associative par la Ville... Lors du renouvellement des conventions, **nous avons dénoncé les pressions mises par la Ville** sur ces associations, et les dangers que cela faisait courir sur l'indépendance des projets associatifs, sur l'obligation de "rendement". Pour notre part, **nous proposons des budgets alternatifs qui respectent mieux l'action des associations.** Même si la reconnaissance, c'est aussi la qualité du partenariat, et pas uniquement le montant de la subvention.

#### Quand les élus Ecologie et Solidarité participaient à l'exécutif, la construction d'une ville conviviale, c'était cela :

- Remise dans la légalité des relations avec les écoles privées
- Mise en place du plan de rénovation des écoles.
- Création de la délégation à la culture solidaire
- Création de la délégation à l'économie sociale et solidaire

## Rendez-vous citoyens

**Les éluEs du groupe Ecologie et Solidarité** vous donnent régulièrement rendez-vous pour échanger avec vous sur la politique municipale. Retrouvez les dates des réunions publiques, les interventions des éluEs en conseil municipal, les communiqués du groupe sur notre site internet :

[www.grenoble-ecologie-solidarite.fr](http://www.grenoble-ecologie-solidarite.fr)

# Bien circuler et facilement, c'est pour quand ?

La politique des déplacements ne relève pas au premier chef de la Ville : elle a essentiellement la responsabilité de la voirie et du stationnement.

Pour la majorité, en 2008, la Rocade Nord était soit-disant indispensable. Nous étions tellement sûrs, au contraire, du caractère aberrant de ce projet que c'est l'un des points qui a empêché tout accord entre la majorité actuelle et notre sensibilité politique.

**Construire une rocade**, c'était une idée irrationnelle, tant en termes financier, environnemental, social que d'anticipation. Pourtant, elle a été soutenue jusqu'au bout par la majorité. Et **jusqu'au bout, nous avons mis en garde et travaillé au fond sur ce dossier avec la société civile**. Mais seul l'avis négatif de la commission d'enquête entraînant l'abandon du projet par le Conseil Général a amené la majorité à envisager différemment les déplacements sur la ville. Beaucoup de temps et d'argent public perdus...



En matière de transports en commun, nous saluons régulièrement le réel volontarisme de la ville dans le suivi de la politique du SMTC. Les actions de promotion sont relayées. Nous avons cependant insisté sur l'utilité de mieux communiquer sur le Plan de Déplacement Administratif mis en place pour le personnel. L'accompagnement du chantier du tram E est globalement satisfaisant à nos yeux. Il y a là une vraie opportunité de réduire la place de la voiture en ville, et nous encourageons la majorité à s'en saisir encore plus. **Nous avons par contre lutté, avec le comité consultatif de secteur, pour un tracé du Tram E qui aurait desservi au mieux le secteur de l'Esplanade en passant en son centre**. Nous n'avons pas été suivis.

La politique du stationnement conserve une cohérence globale. Mais **nous défendons un retour en régie municipale de la gestion des parkings** en ouvrage. Leur privatisation à l'époque de l'ancienne majorité de droite avait participé au système de corruption mis en place par Alain Carignon.

En matière de modes actifs, **nous défendons un développement et une simplification du dispositif Métro-Vélo**. Nous sommes défavorables à un système de type Vélib' à Grenoble parce que très cher et peu pertinent au regard de la taille de notre ville. La Ville a suivi la loi qui a rendu obligatoire la mise en place des contresens cyclables. Mais **nous regrettons le manque de volontarisme en matière de promotion du vélo**. Cette politique relève de la Métro mais la ville centre, où se concentre une bonne part des déplacements en cycles, reste timorée malgré la très forte hausse du nombre de cyclistes. Le Maire de Grenoble, fervent montagnard, n'a jamais cherché à donner l'exemple en se déplaçant en vélo comme nombre de ses collègues de villes européennes. A Grenoble, la voiture avec chauffeur reste la référence...

**Quand les élus Ecologie et Solidarité participaient à l'exécutif, la construction d'une ville soutenable, c'était cela :**

- En 2006, vote du PLU prévoyant la haute qualité environnementale pour 2/3 des nouvelles constructions ;
- Obligation dans le PLU d'assortir chaque nouvelle construction de la création d'un espace vert ;
- Élaboration et construction de la caserne de Bonne, éco-quartier alliant excellence environnementale et sociale, plusieurs fois primé.
- Construction de la ligne de Tram C
- Inscription dans la Plan de Déplacement Urbain de l'objectif de l'extension de la ligne D vers Meylan et Grand-Place
- Prolongation de 3 lignes de bus, création de 3 autres lignes
- Adoption d'un plan "zone 30 km/h"

## Quintuple 0 pour la majorité sur les JO

Dès le début du mandat, la candidature de Grenoble aux Jeux Olympiques de 2018 est apparue comme le projet-phare de la 3<sup>e</sup> mandature de M. Destot. **Notre groupe a mené l'étude préalable à la décision que la majorité aurait du faire avant tout engagement.** Ce document de 46 pages, « *la face cachée de la candidature de Grenoble aux JO 2018* », résultat de plusieurs mois de travail et largement diffusé, nous a convaincu de mener le combat contre ce projet.

Ce projet ne répondait pas à l'urgence sociale et écologique de notre ville, mais risquait d'accroître encore plus notre dette pour le seul prestige d'une quinzaine médiatique. Dès le premier conseil exceptionnel tenu à la halle Clémenceau, **nous avons été les seuls à voter contre cette candidature. Nous avons pris part aux manifestations publiques** menées pour faire entendre la voix des Grenoblois.

Le combat s'est arrêté le 18 mars 2009 avec le choix d'Annecy. Plusieurs millions d'euros d'argent public auront été gaspillés en pure perte, jusqu'à descendre de la neige par camions au parc Paul Mistral pour les Jeux de Neige de fin 2008... Notre combat, avec celui de tous les opposants, aura permis d'économiser vingt millions d'euros supplémentaires.



## Politique économique : hors sujet, hors champ

La Ville doit être actrice du développement économique de son territoire. Mais la politique suivie par la majorité se distingue par deux défauts, elle est hors champ et hors sujet.

Hors champ tout d'abord. **Nous défendons une répartition claire des compétences en matière économique.** La Métro a la responsabilité du développement économique local. Pourtant, la Ville continue à accorder des aides importantes en parallèle à celles de la Métro. C'est d'ailleurs la seule ville de Rhône-Alpes à financer les appels à projets des pôles de compétitivité (plus de 3 millions par an).

Hors sujet ensuite. **La plupart des aides sont accordées à des projets** de recherche et développement dans des secteurs (nano et microélectronique notamment) **dont nous questionnons les enjeux et les finalités.** Leurs niveaux de complexité en empêchent toute évaluation par un service municipal, et à fortiori par des élus. Ces orientations traduisent une vision trop orientée du développement de notre ville.

A Grenoble plus qu'ailleurs, les décideurs publics (le Maire et l'adjointe à l'économie en tête) ont fait leur le discours libéral. Ils relaient ainsi les attentes des milieux patronaux en reprenant pratiquement mot à mot la thèse de

la nécessaire compétitivité de notre territoire. Il est d'ailleurs symbolique que le très libéral ancien président de la CCI (et par ailleurs membre de l'UMP) ait été décoré de la médaille de la Ville.

A chaque occasion depuis le début du mandat, **nous pointons du doigt ces aides qui n'ont aucun impact** sur la stratégie d'implantation des entreprises et dont l'évaluation de l'opportunité ne relève clairement pas d'une mairie. Après 3 ans de mandat, **notre groupe constate que jamais les aides accordées n'ont fait l'objet d'une évaluation.** L'intérêt réel en terme de développement local reste à démontrer par rapport à d'autres choix.

Nous n'acceptons pas que la politique économique de la ville réponde avant tout à une logique de connivence entre grands acteurs économiques et politiques locaux. **Nous continuons à plaider pour une politique de développement local dont les financements soient au service du bien être des grenoblois.** Les services de proximité, la culture, la solidarité, ce sont aussi des emplois et en plus non délocalisables...

IL FAUT DE LA COMPÉTITIVITÉ !!!



Grenoble est une ville à l'espace contraint. Pour accueillir de nouveaux habitants et de nouvelles activités, elle doit imaginer des projets urbains qui s'inscrivent dans des espaces à remodeler. Mais si la Mairie veut atteindre les objectifs de toute politique publique, mieux vivre et vivre ensemble, elle doit réfléchir à ses méthodes.

Beaucoup de villes en Europe et en Amérique latine ont compris qu'une recomposition de ville, au XXI<sup>e</sup> siècle, se co-construisait avec les habitants. Pas Grenoble... Presqu'à chaque fois, la structure du projet est déjà établie avant une action de concertation-communication avec les habitants. Aucune remise en cause n'est possible : un architecte "visionnaire" a déjà travaillé. Le travail se fait en amont des décisions entre élites "éclairées", sachant pour les autres ce que la ville de demain doit être. Une manière d'agir datée...

Le secteur nord de notre ville est en pleine transformation. Le polygone croise deux projets, Giant et Plan Campus. Ces deux projets se distinguent par plusieurs faiblesses : degré de concertation, gigantisme, gouvernance... Oubliant qu'on est toujours plus intelligent à plusieurs, les élus et responsables scientifiques font valser leurs différentes casquettes dans des comités de pilotage verrouillés.

Giant retourne le modèle grenoblois en mettant la recherche publique et l'université au service de l'industrie. Giant réduit la recherche et la vie universitaire grenobloise à ce qui se passe sur le polygone. Giant fait la charité aux sciences humaines et à la recherche fondamentale. Giant veut nous impressionner avec des tours de 60 mètres. Giant se voulait tellement gros qu'il s'est fait peur à lui-même et s'est rebaptisé en "projet presqu'île".

Le Plan Campus vient en complément de Giant avec l'argent de l'Etat. Et s'inscrit dans la même logique déséquilibrée favorisant des sciences "dures", dites rentables, au détriment des sciences "douces". Il plaît tellement à nos édiles que ces derniers n'hésitent pas à sortir de leurs compétences pour venir au secours de l'Etat et y engager d'importantes subventions municipales. Ce Plan expérimente aussi des "Partenariats Public Privé" pour certains bâtiments, une manière de privatiser en partie l'argent public. Il ne faut pas s'étonner dès lors de leurs objectifs de rentabilité, tels l'immobilier de bureau ou les logements étudiants privés. Objectifs curieux : il y a déjà des bureaux vides et pénurie de logements étudiants... sociaux.

**Nous avons très tôt dénoncé les orientations de Giant.** Dès la fin du précédent mandat, **les élus de notre groupe avaient voté contre.** Nous avons par la suite régulièrement dénoncé ces dérives en conseil municipal, dans la presse... et proposé d'autres priorités. **Nous avons participé à la contestation en lien avec des habitants engagés.** Aujourd'hui, Giant en impose moins en Presqu'île et a abandonné ses tours géantes. Mais la logique qui sous-tend cet aménagement reste prégnante... Alors nous maintiendrons notre vigilance et dénoncerons cette volonté de ville "d'excellence" au détriment des politiques sociales.

### À subventions publiques, brevets publics

Dans les années 70, le laboratoire LETI du CEA, organisme public, avait conduit des recherches sur les écrans plats et déposé des brevets sur ces technologies. Ces brevets ont rapporté des dizaines de millions d'euros à la recherche publique. Aujourd'hui, la majorité subventionne des entreprises dans le cadre d'appels à projets. Les brevets qui découleront de ces recherches seront la propriété de ces seules entreprises. La collectivité n'aura eu pour elle que le risque...

**La position des écologistes à la Ville est de soutenir la recherche publique** si les brevets qui en découlent restent publics, eux aussi, et si les domaines de recherche ont fait l'objet d'une vraie étude risques-opportunités.



photo : madeleine Roux

une ville soutenable ?

CCAS : 3 questions à

**Marina Girod de l'Ain**

**En quoi la situation sociale des grenoblois diffère-t-elle de la situation des français en général ?**

La situation sociale à Grenoble a pâti, comme ailleurs, de la crise économique depuis 2008. On le voit bien par l'analyse des besoins sociaux que le CCAS de Grenoble produit chaque année. Le nombre de bénéficiaires de la CMU augmente, de même que le nombre d'allocataires de revenus sociaux... Tout ceci se retrouve aussi dans la dégradation de la santé publique.

Mais dans notre ville, cette situation est accentuée par les choix en matière de développement de la majorité. La monoculture high tech qui commande la politique de développement économique de la majorité change profondément la sociologie de notre ville et accentue encore plus les inégalités entre riches et pauvres.



photo : C. K.

**En quoi la réponse de la majorité vous paraît-elle inadaptée ?**

Notre ville a la chance de bénéficier d'un CCAS, outil important de la solidarité, qui intervient à chaque étape de la vie. Mais il s'engage dans des expérimentations sans suite par manque de demandeurs (micro-crédit) ou de subventions (ENPATIC, ordinateurs pour le 3ème âge) ; "Parler Bambin" mériterait d'en tirer un bilan avec les familles et les professionnels ; les "paniers solidaires" eux sont à généraliser dans un but social et écologique.

La majorité n'a pas saisi l'importance de l'enjeu de la solidarité, et son soutien au CCAS est trop timoré.

**Nous proposons à chaque vote du budget une subvention de fonctionnement plus importante pour le CCAS** pour prendre en compte l'augmentation des besoins des grenoblois et la baisse des crédits des autres financeurs (Etat en tête). Mais la majorité préfère fonctionner au coup par coup, en allouant des subventions complémentaires en cours d'année. Elle procède aussi à des augmentations des tarifs aux usagers, comme le prix de certains établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes qui a augmenté de 9% en un an. Cette politique a aussi des conséquences sur le dialogue social au sein du CCAS. **Gilles Kuntz, représentant notre groupe au sein du conseil d'administration du CCAS, interpelle régulièrement la majorité sur ces points.**

La majorité a désinvesti aussi la santé publique. Notre ville était pourtant forte d'une histoire remarquable sur ce champ. Mais ce thème n'est plus porté politiquement. Nous dénonçons ces reculs.

**La situation peut-elle évoluer positivement ?**

Assurément, car la ville dispose de nombreux atouts. Ses services et ses professionnels, d'abord, qui devront encore renforcer des services de proximité. Mais aussi un tissu associatif dynamique et impliqué, même s'il est malmené par la majorité depuis 2008...

**Nous encourageons pour notre part une meilleure prise en compte de ces atouts.** Les associations pourraient être mieux soutenues et accompagnées, avec notamment une visibilité plus forte et continue des subventions octroyées. Ces axes seraient simplement le résultat d'orientations différentes, plus écologiques et solidaires !

## Maryvonne Boileau

.....  
**Il y a quelques mois, la majorité s'est félicitée de respecter la loi SRU de 20% de logements sociaux à Grenoble. Comment interpréter ce résultat ?**  
.....

On s'en félicite, bien sûr. Mais c'est aussi le résultat de la précédente majorité et des projets de construction décidés avant 2008 avec les écologistes. Nous serons attentifs à son évolution. Car de nombreuses destructions de logements sociaux pas toujours justifiées sont en cours. Et toutes les destructions ne seront pas couvertes par de nouvelles constructions. **Nous rappelons régulièrement à la majorité la nécessité du développement du logement social dans notre ville, comme facteur de réduction des inégalités.**  
.....

.....  
**Qu'est ce que vous feriez de plus pour le logement social ?**  
.....

Plus de logements ! Nous ne prêtons pas à la ville de la "mauvaise volonté" sur ce champ, mais cette dernière pourrait être encore plus affirmée, sur des secteurs en mutation comme la Presqu'île, l'Esplanade, le nord de la gare, Flaubert... Ce serait un objectif de solidarité. Au-delà de la seule construction, il faut par la suite gérer ces habitations. **Nos propositions de mieux aider les bailleurs sociaux et les associations de locataires sont toujours restées lettre morte.** Pourtant, ce sont ces acteurs qui sont les plus à même d'intervenir dans la gestion de proximité et dans la défense des locataires. Une ville qui se dit de gauche, se doit aussi de soutenir ses outils, notamment son office public. Mais pour être véritablement efficient, celui-ci devrait devenir l'outil de la Métro et que celle-ci affirme une volonté déterminée, de prendre la compétence logement sur l'ensemble de l'agglomération.  
.....

.....  
**Les locataires auraient des raisons de se défendre ?**  
.....

On a toujours raison de se défendre... **Nous avons dénoncé la hausse excessive des loyers en 2009**, qui s'est ajoutée à la hausse des impôts locaux la même année, **ainsi que les tarifs du chauffage urbain.** Les locataires sont au diapason des habitants de cette ville, quelque peu méprisés dans les "politiques de concertation". **Pour la plupart des opérations urbaines, nous relevons un déficit très important de concertation.** Pour notre part, nous ne concevons pas de faire la ville "contre" ou "sans" les habitants.  
.....

## Pour la Villeneuve, pas d'idées neuves

La Villeneuve est engagée dans un renouvellement urbain de grande envergure. C'est justifié. Mais un renouvellement urbain doit prendre en compte tous les aspects du quartier : le bâti et la réalité de vie. Écoutons tous ses habitants qui y vivent au quotidien, et qui ont exprimé des attentes fortes et précises, en matière d'intervention socio-économique et de concertation. Nous nous sommes faits les relais des attentes des habitants, contre la décision de la majorité d'engloutir des sommes considérables dans la démolition d'une partie de la galerie de l'Arlequin. La tranquillité publique à la Villeneuve s'améliorera avec de la présence humaine, services publics, acteurs sociaux, police municipale... Des sommes plus utilement dépensées.

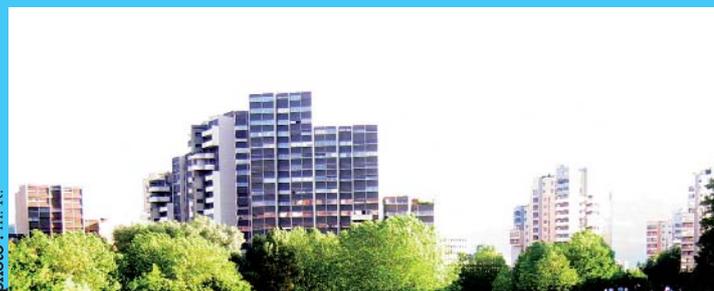


photo : m. R.

## Un PLU qui n'a pas plu.

Pour le réaménagement de la Presqu'île, de l'Esplanade, du quartier de la gare... nous avons alerté la majorité sur l'obligation de révision globale du Plan Local d'Urbanisme. Elle a souhaité s'en affranchir et c'est naturellement qu'un recours a été déposé. Face à l'illégalité constatée par le Tribunal Administratif, la majorité n'a vu qu'une entrave à la nécessité de construire des logements. En raison des retards occasionnés, nous avons été accusés de ne pas vouloir de construction de logements sociaux. Curieuse conception de la responsabilité politique que celle de trouver légitime de s'affranchir des règles, et malhonnête celui qui les fait appliquer.



photo : m. R.

# Chauffage Urbain : les usagers sur le grill

Les services publics locaux sont essentiels à notre vie quotidienne. Ils sont financés par l'impôt ou par la contribution des usagers. Dans ce dernier cas, les décisions prises par les élus sont cruciales pour la tarification et le contrôle des prix.

La Compagnie de Chauffage (CCIAG) en est une excellente illustration. Le 23 juin 2008, le conseil municipal modifiait le règlement de service public pour la CCIAG. Notre groupe avait alors voté contre cette délibération. En effet, nous avions pointé du doigt les fortes augmentations qui allaient en résulter, sur des tarifs déjà très élevés, l'absence de consultation des usagers et la faiblesse de l'encadrement des prix.

Les tarifs alors fixés devaient permettre à la CCIAG d'augmenter ses marges, pourtant dans des proportions déjà excessives pour un service public industriel et commercial. Ces nouveaux tarifs se sont révélés irréguliers et beaucoup trop élevés. La marge (produits-charges) est de 6 M€ sur l'exercice 2008-2009 et de 5,3 M€ pour l'exercice 2009-2010 ! Ce qui a permis de verser un dividende important à l'actionnaire privé et 450 000 € à la ville de Grenoble, principal actionnaire.

Que veulent dire ces chiffres ? Que la CCIAG fait payer un impôt caché aux usagers. Cette situation est d'autant plus scandaleuse que le chauffage urbain est principalement payé par les bailleurs sociaux. Ces derniers le répercutent sur les charges des locataires. Au final, ce sont donc les plus modestes qui payent leur chauffage plus cher qu'ils ne devraient.

Face à cette situation, **notre groupe est intervenu à chaque occasion en conseil municipal et Hakim Sabri a usé de son droit à l'information au sein du conseil d'administration de la CCIAG.** Nous avons interpellé la majorité et le délégataire sur l'absence de justification des tarifs et le non-respect des termes de la convention en matière de consultation des usagers. **Nous avons aussi dénoncé les annonces non suivies d'effet et le manque d'attention de la CCIAG, délégataire d'un service public, pour ses usagers.**

Ce travail de 3 ans a fini par obliger la commune de Grenoble à réviser les conditions d'évolution des tarifs. Cette révision devrait aboutir à une marge annuelle comprise entre 1 et 2 M€ sur les trois prochains exercices. **Nous défendons pour notre part une gestion limitant la marge à 500 000 €.**

Au-delà des chiffres, nous nous opposons à la majorité sur la conception de sa gestion de la collectivité. Et sur le rôle précis des services publics industriels et commerciaux.

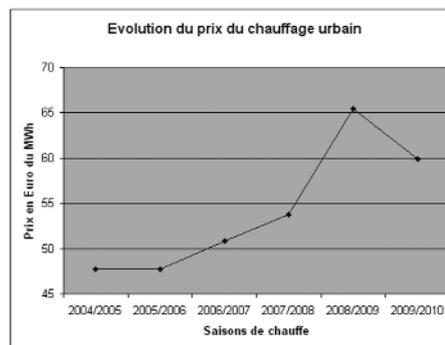
PARTICIPATION CITOYENNE...



La crise écologique que nous abordons se doublera rapidement d'une dépendance énergétique accrue. Cet état de fait aura des répercussions sociales très importantes. Pour mieux nous y préparer, **nous demandons la création d'un grand service public énergétique** qui regrouperait l'électricité, le gaz et le chauffage urbain.

## L'envolée des prix du chauffage

Entre 2008 et 2009, le prix du MWh payé par l'utilisateur augmente de plus de 21%.



## "Indignez-vous !" et agissez.

La révision des tarifs du chauffage urbain est aussi le résultat d'une mobilisation citoyenne exemplaire contre la précarité énergétique. Et ce n'est pas le seul exemple récent de mobilisation. L'année dernière, les Mounier ont tenu en échec la Ville et le Conseil Régional. Tout récemment, ce sont des collectifs d'habitants qui se sont regroupés pour peser sur les décisions en matière d'urbanisme de la Ville.

Toutes ces manifestations de citoyennetés actives nous encouragent à avancer encore plus nos exigences de transparence et de concertation.

## Hakim Sabri, Président de groupe

### Pendant la campagne de 2008, Mr Destot s'était engagé à ne pas augmenter les impôts locaux...

C'est vrai. Pourtant, dès 2009, il fait voter une augmentation des taux d'imposition de 9%, alors que la pression fiscale à Grenoble est déjà forte. Les bases pour le calcul des taxes foncière et d'habitation sont élevées. Elles augmentent régulièrement du fait de leur réévaluation par l'Etat. Et l'augmentation des taux s'est ajoutée à l'augmentation de ces bases. Ces deux augmentations cumulées ont rapporté à la ville 14 millions d'euros de recettes supplémentaires par an.

### On pourrait s'en réjouir, plus de moyens, plus de projets ?

On pourrait... Mais le premier acte est totalement contradictoire, puisque dès sa mise en place, la majorité vote une augmentation de 25% de l'indemnité des élus !

Le financement de projet était un argument de la majorité, se donner les moyens de "maintenir un taux d'investissement public de qualité". En 2009, les "investissements publics de qualité", ce sont la Rocade Nord, les Jeux Olympiques, la Presqu'île scientifique ! Mais le principal argument était le désengagement de l'Etat dans le financement des collectivités. Il y a bien désengagement, mais il se limite à moins de 4 millions d'euros, sur les 275 de recettes de la Ville ! **L'augmentation décidée par la majorité est 3,5 fois plus importante !**

### En tant que groupe d'opposition, quelles ont été vos actions sur ce sujet ?

Il est évident que nous devons réagir, car **augmenter les impôts, c'est ajouter de la crise à la crise pour nos concitoyens**. D'autant plus que les impôts locaux sont très peu progressifs, et touchent donc plus fortement les plus modestes. Cette augmentation nous a surpris parce que la situation financière de la ville s'était largement améliorée ces dernières années, l'endettement s'était stabilisé.

Augmenter les impôts était évitable. **Nous avons systématiquement proposé des budgets alternatifs** en ce sens, plus écologiques et solidaires. Il va de soi que nos amendements ont toujours été repoussés...

Nos budgets reposaient sur trois principes :

- le maintien d'une épargne nette positive en maintenant les dépenses de fonctionnement inférieures aux recettes ;
- le maintien du personnel municipal à effectif constant et son redéploiement sur des actions de proximité ;
- une gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement pour créer des marges de manœuvre et renforcer les politiques prioritaires notamment sociales.

Ils étaient réalistes avec **d'autres choix politiques, que nous avons toujours proposés**, tels que l'abandon de certains programmes d'investissement (subventions économiques à des intérêts privés, au projet GIANT...) au profit de politiques d'anticipation et d'adaptation aux enjeux d'avenir (développement des services publics, changement énergétique...). Mais pour cela, il faudrait que la majorité veuille bien écouter. Notamment **en associant les habitants à ces choix à travers une démarche et une méthode transparente** et bien en amont des décisions.

#### Quand les élus Ecologie et Solidarité participaient à l'exécutif, la construction d'une ville solidaire, c'était cela :

- Inscription de l'objectif annuel de construction de 750 logements dont 250 sociaux
- Obligation pour les constructeurs d'inclure une part de logement social dès 10 logements et 1000 m<sup>2</sup> construits
- Création d'une permanence d'accès aux soins de santé à l'Hôpital Nord
- Création du conseil local de la santé mentale
- Création du Conseil Consultatif des Résidents Etrangers de Grenoble
- Augmentation des subventions pour l'aide d'urgence aux plus défavorisés
- Parrainage des sans papiers dans leur parcours d'accueil par les élus et les adjoints
- Création d'une allocation municipale d'habitation

#### A la Métro, s'il n'en reste qu'un...

A l'issue des municipales de 2008, et sur volonté de Mr Destot, les élus écologistes ont été exclus du conseil communautaire. Il a fallu attendre fin 2009 pour que cette anomalie démocratique soit corrigée. Une période qui aura permis au conseil (droite et gauche ensemble) de voter à l'unanimité requise de mauvaises mesures comme une nouvelle fiscalité directe et la hausse de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères. Représentant le vote écologiste de toute l'agglomération avec un seul élu, nous faisons entendre une autre voix demandant plus de solidarité, d'écologie et moins d'aides sans contreparties aux grands groupes privés. C'est un long combat que nous mènerons comme les autres avec ténacité.

## Grenoble ville pionnière...

Nous tenions à clore ce bilan par un hommage appuyé au personnel de la ville et de ses satellites. C'est sur eux que pèse la responsabilité de traduire les décisions du conseil municipal. Ce sont aussi eux avec les habitants qui alimentent la réflexion des élus.

C'est à partir de cette réflexion que nous voulons construire la ville dans laquelle nous aimerions vivre. Une ville à taille humaine, qui ne chercherait pas à se faire plus grosse qu'un bœuf. Imaginez : on circulerait plus facilement en vélo, et la pollution en serait diminuée d'autant. Du coup, on respirerait mieux, dans une succession d'espaces verts où chacun aurait sa place, du plus jeune au plus âgé. Et la proximité retrouverait tout son

sens, avec des services publics et des activités économiques à cette échelle. Une ville dont la densité préserverait la qualité de vie, dont la mixité sociale et culturelle serait un facteur de mieux vivre ensemble.

**Une ville qui serait construite ensemble,** et où les orientations et les actions seraient vraiment mises en débat par les élus.

**En 2014, les grenoblois éliront un nouveau conseil municipal.** D'ici là, nous continuerons à exercer notre devoir de vigilance et de contre-proposition. Face à certaines dérives de la majorité, nous continuerons à opposer nos principes et nos valeurs.

Nous savons nos idées inscrites dans un mouvement de fond. Notre ville a montré

son intérêt, sa curiosité, son désir pour plus d'écologie et plus de solidarité. Notre ville est riche d'initiatives, de ces mouvements citoyens qui sont autant de lucioles pour l'avenir. Les grenoblois investissent la proximité pour expérimenter de nouvelles façons d'être et de faire ensemble.

Et si l'avenir de notre ville était à chercher de ce côté ? Du côté des initiatives locales, de la proximité. Du côté d'actions et d'aménagements à l'échelle de tout un chacun, appréhendables, "maîtrisables". Ce sont, pour notre part, ces idées que nous avons envie d'explorer. Avec vous, tant nous croyons qu'on est plus intelligent quand on est nombreux. Pour actualiser l'esprit pionnier de Grenoble aux enjeux du XXI<sup>ème</sup> siècle.

### A quoi travaillent les éluEs écologistes à la Ville de Grenoble :



#### Olivier BERTRAND

- Commission Vie Urbaine et Développement Durable
- Commission Culture, Sport, Education, Jeunesse
- Commission Economie, Université Recherche, Insertion, Relations Internationales
- Commission spécifique Presqu'île scientifique
- Commission spécifique Résorption de l'Habitat Insalubre
- Commission spécifique Châtelet
- Conseil d'Administration de la Régie des Eaux de Grenoble



#### Maryvonne BOILEAU

- Commission Culture, Sport, Education, Jeunesse
- Commission Economie, Université Recherche, Insertion, Relations Internationales
- Commission Solidarité
- Commission d'attribution des subventions de la Ville de Grenoble et de la communauté d'agglomération Grenoble Alpes métropole, pour l'aide aux travaux aux copropriétés fragilisées
- Jury "Cœur de Ville / Cœur d'agglomération"
- Instance de pilotage "Ville Santé"
- Conseil d'Administration de la Mission Locale
- Conseil d'Administration d'ACTIS/Acteur de l'immobilier social
- Conseil d'Administration de Grenoble Solidarité
- Conseil d'Administration du Lycée Technique Vaucanson
- Assemblée Générale du Comité de Liaison des Associations de Retraités Grenoblois



#### Gwendoline DELBOS-CORFIELD

- Commission Vie Urbaine et Développement Durable
- Commission Culture, Sport, Education, Jeunesse
- Commission Economie, Université Recherche, Insertion, Relations Internationales
- Conseil Communal de Prévention de la délinquance
- Commission Délégation de Service Public à caractère permanent "Secteur Culture"
- Conseil d'Administration de l'Association Départementale d'Information et d'Initiative Jeunesse
- Conseil d'Administration de la SAGES - SAEML

#### Marina GIROD DE L'AIN

- Commission Finances, Administration Générale, Ressources Humaines
- Commission Solidarité
- Assemblée Générale de l'AGECSA / Association de Gestion des Centres de Santé



#### Gilles KUNTZ

- Commission Culture, Sport, Education, Jeunesse
- Commission Finances, Administration Générale, Ressources Humaines
- Conseil Consultatif des Résidents Etrangers Grenoblois (CCREG)
- Groupe de travail dénomination
- Groupe de travail dématérialisation
- Conseil d'Administration du Lycée Emmanuel Mounier
- Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)
- Conseil de Vie Sociale EHPAD Lucie Pellat
- Comité de Liaison des Associations de Retraités Grenoblois
- Conseil de Communauté
- Commission Finances et Evaluation des Politiques Publiques
- Commission Services Publics Environnementaux



#### Hakim SABRI

- Commission Finances, Administration Générale, Ressources Humaines
- Commission Solidarité
- Mission d'Information et d'évaluation relative à l'évolution des relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales
- Jury Renouvellement urbain de Villeneuve
- Commission spécifique photovoltaïque Alpeexpo
- Conseil d'Administration de la Compagnie de Chauffage Intercommunale de l'Agglomération Grenobloise - SAEML (CCIAG)
- Conseil d'Etablissement du Conservatoire à Rayonnement Régional
- Commission locale d'évaluation Transferts Charges



### Groupe Écologie & Solidarité

ÉluEs Verts, Ades, Alternatifs

Hôtel de Ville - 11 Bd Jean Pain - BP 1066  
38 021 Grenoble Cedex 1

Tel : 04 76 76 38 75 - Fax : 04 76 76 34 05

contact@grenoble-ecologie-solidarite.fr

[www.grenoble-ecologie-solidarite.fr](http://www.grenoble-ecologie-solidarite.fr)